

## Consultation de haut niveau de Madrid sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre de développement pour l'après 2015

Madrid, le 4 avril 2013

---

### Sécurité alimentaire et nutrition pour tous

#### Une vision et des éléments constitutifs pour un programme mondial

**Introduction.** Au cours des précédentes étapes de la consultation<sup>1</sup>, cinq thèmes ont largement fait consensus. Ces thèmes ont façonné l'énoncé de la vision et les éléments constitutifs pour un programme universel, présenté ci-après:

- Nous pouvons éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition en une génération.
- Les stratégies fructueuses pour l'éradication durable de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition nécessiteront une croissance économique et un développement humain durables et y contribueront.
- Les stratégies doivent reposer sur l'égalité des sexes et sur la concrétisation progressive du droit à l'alimentation dans un cadre fondé sur les droits de l'homme, afin de garantir l'ouverture et l'obligation de rendre des comptes.
- La sécurité alimentaire et une bonne nutrition – en particulier dans les 1 000 premiers jours (du début de la grossesse aux deux ans de l'enfant) – sont essentielles pour la santé, la productivité ou la capacité à gagner de l'argent de chacun.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans tous les pays passera par une approche globale couvrant la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

#### Une vision: sécurité alimentaire et nutrition adéquate pour tous

1. **À l'abri du besoin, de la faim et de la malnutrition.** Les consultations appellent la communauté internationale à s'engager pour une vision convaincante qui mettra tous les êtres humains à l'abri du besoin, c'est-à-dire qui les protégera des privations les plus flagrantes en leur permettant notamment de vivre à l'abri de la faim et de la malnutrition.
2. **Un appel à une action audacieuse.** La sécurité alimentaire et la nutrition sont des éléments de cette vision, constituant des priorités toujours plus pressantes à travers le monde qui nécessitent une action audacieuse en vue de l'éradication de la faim et de la concrétisation progressive et accélérée du droit à l'alimentation. Puisque cette vision peut être concrétisée, une action audacieuse et efficace est un impératif moral et politique.
3. **Un appel à un changement transformationnel.** L'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition nécessite un changement majeur en termes d'ambition et de nouvelles méthodes de travail. Une productivité accrue et des revenus plus élevés, une agriculture et des systèmes alimentaires durables produisant moins de déchets et de pertes, des moyens d'existence plus résilients, un meilleur accès aux aliments nutritifs et l'élimination de la malnutrition chronique –

---

<sup>1</sup> Les documents de base comprennent: 1) un document de fond préparé pour une consultation avec des parties prenantes essentielles du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui s'est tenue le 11 février 2013; 2) un résumé de la consultation du CSA établi par les coprésidents pour la FAO et le PAM; 3) l'ordre du jour et le document de base pour la Consultation de Madrid.

en particulier chez les enfants de moins de deux ans: autant d'objectifs dont la réalisation passera par un changement transformationnel dans chaque aspect de la production et de la consommation alimentaires dans tous les pays.

4. ***Origines d'une vision globale.*** Cette vision est tirée des consultations mondiales et ouvertes en cours, complétées par la déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2009, le Cadre stratégique mondial du CSA, le Défi Faim zéro, les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate et les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Inscrite dans une perspective globale et universelle, cette vision est adaptée aux réalités et aux possibilités qui se font jour. Elle se fonde sur le principe voulant que les progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté et de la faim doivent être définitifs et irréversibles. Cette vision appelle l'instauration de changements globaux et systémiques qui créeront les conditions structurelles dans lesquelles les populations pourront vivre dignement et assurer elles-mêmes leur sécurité alimentaire et nutritive et d'autres aspects essentiels de leur bien-être tels que la santé et la productivité.

5. ***Pour l'environnement, la responsabilité mutuelle est essentielle.*** Il convient de réduire le plus possible l'impact sur l'environnement des différents secteurs productifs, parmi lesquels l'agriculture, et la dégradation du capital naturel, comprenant les sols, les forêts, les pêches, l'eau et les ressources génétiques, afin de contribuer à ralentir le changement climatique, de garantir un développement sans exclusion, durable et équitable et de renforcer la résilience. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont le plus souffert du pillage de notre environnement et des ressources naturelles; les secteurs public et privé vont devoir renforcer leurs investissements dans les systèmes alimentaires et agricoles durables pour renverser la situation.

6. ***La vision se concrétise.*** Les éléments constitutifs devant permettre la concrétisation de cette vision se trouvent dans chaque communauté, dans chaque pays et au niveau international. Ils constituent un ensemble de principes universels pertinents pour toutes les nations dans leur recherche d'une croissance plus durable et d'une société plus ouverte et plus équitable. Ils visent le changement transformationnel qui permettra de réduire la faim de façon irréversible. Ce nouveau programme intersectoriel et interdisciplinaire devrait:

- a) donner la priorité au développement équitable, et en particulier à l'autonomisation des femmes;
- b) garantir l'accès aux aliments nutritifs au moyen d'approches globales de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- c) mesurer le rôle essentiel de l'agriculture et du développement rural dans l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition;
- d) rendre les systèmes agricoles et alimentaires durables et les adapter aux enjeux climatiques, et se concentrer sur la sécurité sanitaire des aliments et le gaspillage le long des chaînes de valeur;
- e) renforcer la résilience des populations face aux chocs, qu'ils soient d'origine naturelle ou causés par l'homme, dans les zones rurales et urbaines;
- f) accroître les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, en particulier parmi les petits exploitants;
- g) garantir une gouvernance ouverte et transparente aux niveaux local, national, régional et mondial;
- h) favoriser une approche macro-économique globale tenant compte de l'interdépendance des communautés urbaines, rurales et périurbaines.

7. ***La coordination et la responsabilité entre les différents secteurs sont essentielles.*** Du fait de la nature intersectorielle et interdisciplinaire du nouveau programme, qui met l'accent sur les liens entre sécurité alimentaire et nutrition, il est capital de mettre en place de nouvelles formes de coordination et d'assurer la cohérence entre les nombreuses parties prenantes et les nombreux agents

à tous les niveaux. Cela passera par un meilleur suivi et une meilleure évaluation des impacts, ainsi que par un dialogue permanent sur les politiques afin d'assimiler les nouvelles connaissances, les expériences et les enseignements tirés. Notre monde est plus que jamais préparé à relever ce défi majeur.

### **Éléments constitutifs pour un programme mondial**

Les consultations précédentes ont permis de dégager neuf priorités qui pourraient devenir les éléments constitutifs du nouveau programme de développement pour l'après 2015.

8. ***Donner la priorité au développement équitable, et en particulier à l'autonomisation des femmes.*** Les femmes détiennent la clé: elles sont le moteur du changement pour ce qui est de garantir la sécurité nutritionnelle et alimentaire. Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, les rendements et la production agricoles grimperaient et le nombre de personnes souffrant de la faim diminuerait significativement. À cet égard, il est essentiel de travailler aux éléments suivants: a) l'amélioration de l'accès des femmes aux terres et aux autres ressources productives, et de la maîtrise qu'elles exercent sur ces ressources; b) l'autonomisation des petites productrices, qui devra leur permettre de surmonter les obstacles institutionnels, sociaux et économiques; c) l'investissement dans l'alimentation des femmes et de leurs jeunes enfants; d) la participation des femmes et des hommes à la prise de décisions à tous les niveaux: depuis le ménage jusqu'aux politiques publiques et à la planification du développement. En se concentrant sur l'égalité d'accès ou des chances, les décideurs de tous les niveaux pourront défendre les intérêts des populations vulnérables et mener des interventions permettant l'autonomisation et l'intégration économique de groupes marginalisés, par exemple les populations autochtones, qui représentent moins de 5 pour cent de la population mondiale, mais 15 pour cent des pauvres dans le monde.

9. ***Garantir l'accès aux aliments nutritifs au moyen d'approches globales de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.*** Les politiques, programmes et investissements pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent viser à: a) se concentrer sur l'accès aux aliments et sur leur disponibilité; b) reconnaître l'importance des régimes alimentaires diversifiés composés d'aliments nutritifs, en particulier pour les femmes enceintes et les jeunes enfants; c) prévenir l'instabilité excessive des prix des denrées alimentaires; d) permettre aux pauvres d'accéder à la sécurité sociale et aux services sociaux; e) assurer que les services contribuent à des soins et à des pratiques alimentaires corrects pour les enfants, ainsi qu'à des services de soins pour les mères et les enfants, avec un accès suffisant à l'eau propre et à l'assainissement. Il convient de s'attaquer à toutes les formes de malnutrition, y compris les carences en nutriments et l'obésité, ce qui implique de prendre des mesures concernant la tendance constatée au niveau mondial qui consiste en l'adoption de régimes alimentaires caloriques et peu nutritifs et en l'abandon des pratiques alimentaires saines.

10. ***Mesurer le rôle essentiel de l'agriculture et du développement rural dans l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.*** Les petits producteurs et les exploitations familiales ont un rôle essentiel à jouer dans la résolution de ces problèmes, qui sont les plus criants dans les zones rurales. Il est à cet égard essentiel: a) de fournir les biens publics et le soutien nécessaires pour augmenter les revenus ruraux, créer des emplois et renforcer les capacités de production, b) de permettre aux petits producteurs de participer aux marchés nationaux et internationaux et d'en retirer un avantage, et c) d'encourager un développement favorable aux pauvres au moyen d'investissements dans les économies rurales, agricoles ou non.

11. ***Rendre les systèmes agricoles et alimentaires durables et les adapter aux enjeux climatiques.*** À mesure qu'augmente la demande de denrées alimentaires et de combustibles – du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation et du changement des habitudes alimentaires – l'impact écologique de l'agriculture et des systèmes alimentaires fait l'objet d'une attention accrue. Comment peut-on transformer ces systèmes de façon à les rendre durables sur les plans social, économique et environnemental, tout en les rendant plus productifs et plus nutritifs? Toutes les nations du monde sont face à ce dilemme, rendu plus difficile encore par le changement climatique,

qui pourrait menacer la production agricole. L'intensification durable des cultures peut accroître leur productivité tout en les adaptant au changement climatique et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Une agriculture adaptée aux enjeux climatiques rend la croissance plus durable tout en améliorant la gestion des écosystèmes, notamment les sols, les forêts, l'eau, les pêches, les océans et les bassins hydrographiques, et de la biodiversité.

12. ***Renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme.*** Les sociétés pauvres vivent des crises – telles que celles liées à la volatilité des prix des denrées alimentaires ou aux chocs climatiques – qui sont aujourd'hui de plus en plus fréquentes et menacent leur sécurité alimentaire et nutritive. La durabilité et la résilience de leurs moyens d'existence peuvent être améliorées par les approches suivantes: a) le développement d'un ensemble de capacités et de compétences entrepreneuriales, b) la promotion de l'emploi rural non agricole, c) l'autonomisation des petits producteurs en vue de la diversification de leurs activités agricoles et non agricoles, d) l'intégration des populations les plus vulnérables dans les processus de développement durable, et e) l'investissement dans la sécurité sociale, et notamment l'aide alimentaire, les filets de sécurité et les transferts ciblés.

13. ***Se concentrer sur la sécurité sanitaire des aliments et le gaspillage le long des chaînes de valeur.*** Un meilleur fonctionnement des interfaces entre les systèmes alimentaires et les systèmes des services de santé diminuera les risques d'apparition de maladies, et en particulier de production d'aliments impropres à la consommation humaine. Cette préoccupation gagne en pertinence à mesure que les écosystèmes se transforment, du fait du changement climatique ou de l'activité humaine. Par ailleurs, les pertes lors de la transformation et de la manutention après-récolte et le gaspillage d'aliments constituent des sources de préoccupations universelles puisqu'ils sapent la durabilité des systèmes alimentaires.

14. ***Accroître les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.*** Les investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires – pour autant qu'ils soient entrepris de manière responsable – peuvent contribuer à la création de grands avantages pour la société: recul des inégalités, croissance pour tous et création d'emplois décents, par exemple. Les investissements responsables peuvent être renforcés: a) en reconnaissant que les principaux investisseurs dans l'agriculture sont les agriculteurs eux-mêmes, b) en associant pleinement les petits producteurs et leurs organisations à la conception et à la mise en œuvre des stratégies nationales pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, c) en garantissant leurs droits fonciers et en améliorant leur accès aux technologies perfectionnées et à l'innovation, d) en veillant à ce qu'ils bénéficient de biens publics essentiels: infrastructures, stabilité des prix (tant pour les producteurs que pour les consommateurs), services financiers abordables et services de vulgarisation efficaces. Tout ceci nécessite la combinaison d'investissements publics et privés impliquant les associations d'agriculteurs, le secteur agro-alimentaire, les pouvoirs publics, les groupes de la société civile, les banques et d'autres sources de financement.

15. ***Garantir l'existence de systèmes alimentaires efficaces, équitables et stables au moyen d'une gouvernance ouverte et transparente aux niveaux local, national, régional et mondial.*** Les systèmes fondés sur le marché, et notamment le commerce, fonctionnent le mieux dans le cadre de systèmes de règles efficaces et équitables, caractérisés par de réels suivi et incitants poussant à respecter les règles, présents à tous les niveaux. La coordination et la gouvernance internationales se sont améliorées, mais les progrès doivent être durables et rapides, si l'on veut intensifier les efforts afin de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. Pour ce faire, toutes les parties prenantes doivent respecter les règles, faire preuve d'une responsabilité mutuelle et manifester leur engagement envers leur responsabilité partagée en matière de gouvernance. Afin de garantir la responsabilisation, les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition doivent faire l'objet d'un suivi cohérent. De nouveaux indicateurs sont en cours de développement. Ceux-ci devront permettre de saisir les incidences à court terme et à long terme des mesures sur les

revenus ruraux et la résilience, les progrès réalisés dans la réduction de l'insécurité alimentaire et les résultats nutritionnels.

16. *Favoriser une approche macro-économique globale tenant compte de l'interdépendance des communautés urbaines, rurales et périurbaines.* À l'heure de la mondialisation, les préoccupations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition transcendent toutes les couches de la société, partout. L'urbanisation rapide crée de nouvelles difficultés en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, tandis que les zones rurales, où vivent encore la majorité des pauvres et de ceux qui ont faim, connaissent, elles aussi, une mutation rapide. Il est important de noter que des processus échappant au domaine de compétence des nations ont une incidence sur la sécurité alimentaire, par exemple l'impact des prix toujours élevés et volatiles des denrées alimentaires, les crises financières et économiques et la migration. Le manque de cohérence des politiques dans ces domaines a un effet sur la sécurité alimentaire à tous les niveaux. Il convient de tenir compte de ces problèmes mondiaux, et de leurs différentes incidences à tous les niveaux, dans le nouveau cadre et de les y intégrer.